



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

allocations familiales

Question écrite n° 3651

Texte de la question

M. Jean-Pierre Brard attire l'attention de M. le ministre délégué à la famille sur l'intérêt que revêtirait l'introduction de la mesure de tutelle aux prestations sociales enfants dans l'article 375 du code civil. Cette mesure, figurant au code de la sécurité sociale, reste peu connue et donc peu utilisée par les acteurs sociaux. Il lui demande en conséquence si cette mesure, prévue par l'article L. 552-6 du code de la sécurité sociale, ne mériterait pas d'apparaître au code civil afin d'encourager son utilisation par les professionnels de la protection de l'enfance et de l'accompagnement familial.

Texte de la réponse

La mesure de tutelle aux prestations familiales a bien pour objectif de protéger l'enfant et de veiller à son bien-être en aidant la famille à acquérir davantage d'autonomie afin qu'elle puisse faire face à ses responsabilités parentales. A ce titre, le ministre délégué à la famille est attentif à l'intérêt et à la nécessité de donner une réelle dimension familiale à la protection de l'enfance : les prestations d'aide sociale à l'enfance, quelles qu'elles soient, ne doivent pas faire évoluer la seule situation du mineur mais elles sont également destinées à apporter une aide aux parents. Toutefois, une telle réforme ne permettrait pas, à elle seule, de tenir compte de la nécessaire adaptation de la réglementation applicable, datant de 1966. En effet, l'évolution sociologique de la situation des bénéficiaires et celle relative à l'organisation administrative et territoriale de notre pays imposent une révision plus globale du dispositif de la tutelle aux prestations familiales. Par ailleurs, elle ne semble pas dissociable de la modification du dispositif afférent à la protection des majeurs, que le ministre délégué à la famille souhaite voir aboutir. Cette dernière inclut, en particulier, celle de la tutelle aux prestations sociales, prévue aux articles L. 167-1 et R. 167-1 du code de la sécurité sociale et affecte donc l'organisation administrative, commune aux tutelles aux prestations sociales et familiales. En tout état de cause et au-delà, la révision du code civil impose une concertation avec le ministre de la justice.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Brard](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3651

Rubrique : Prestations familiales

Ministère interrogé : famille

Ministère attributaire : famille

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 septembre 2002, page 3317

Réponse publiée le : 28 octobre 2002, page 3882